



Jour 1 - Congrès de l'Internationale de l'éducation

Compte-rendu rédigé par Madeleine Ferland, comité école et société de la FNEEQ

Une campagne de défense de l'école publique et de lutte contre les tentatives de privatisation et de commercialisation de l'éducation.

Aujourd'hui, 22 juillet, les 1700 délégué-es au 7e congrès de l'IE ont d'abord pu apprécier et commenter les actions menées par l'IE durant le dernier mandat 2011-2015, à l'occasion de la présentation du rapport d'activités résumé par le secrétaire général, Fred Van Leeuwen. Ce rapport fait état des interventions faites par l'IE pour lutter entre autres contre la privatisation et l'externalisation de l'enseignement public mais aussi pour que les gouvernements financent adéquatement leur système public, condition essentielle pour assurer une éducation de qualité à toutes et à tous. La campagne « Uni(e)s pour l'éducation de qualité », toujours active, a été lancée pour faire comprendre le lien nécessaire entre une éducation de qualité et des enseignantes et enseignants qualifiés, disposant d'outils appropriés et pouvant œuvrer dans un environnement de qualité.

Le travail de l'IE a permis de montrer, de documenter et d'argumenter à quel point les mesures de privatisation et de commercialisation des services éducatifs sont incompatibles avec cette éducation de qualité que nous visons pour toutes et tous.

C'est sur cette base que les personnes déléguées au congrès ont adopté, avec une belle unanimité, deux propositions essentielles. La première engage les organisations membres à stopper la privatisation et la commercialisation de l'éducation, en lançant une campagne mondiale tout en élaborant une stratégie globale visant à contrer l'influence des acteurs privés dans l'éducation, pour s'assurer que les gouvernements garantissent une éducation gratuite et de qualité. La seconde recommandation veut contribuer à stopper les accords de commerce et d'investissements (PTCI, ACS, AECG, APT et autres accords similaires) qui menacent directement l'offre des services publics de qualité.